



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/TRADE/C/WP.6/2008/13
14 août 2008

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DU COMMERCE

Groupe de travail des politiques de coopération
en matière de réglementation et de normalisation

Dix-huitième session
Genève, 3-4 novembre 2008
Point 8 b) de l'ordre du jour provisoire

SURVEILLANCE DES MARCHÉS

**LE POINT SUR L'INITIATIVE CONCERNANT UN MODÈLE
DE SURVEILLANCE DES MARCHÉS**

(Projet de) Mandat de l'initiative concernant un modèle de surveillance des marchés

Note du secrétariat

À sa réunion du 19 mars 2008, le Bureau du Groupe de travail a examiné le projet de mandat de l'initiative concernant un modèle de surveillance des marchés et a recommandé au secrétariat d'élaborer un projet révisé pour la session annuelle du Groupe de travail.

Le présent document est soumis au Groupe de travail pour être étudié plus avant et approuvé.

I. INTRODUCTION

1. Les pratiques de surveillance des marchés diffèrent considérablement d'un pays à l'autre. Elles peuvent souvent entraver l'instauration d'un système de coopération transfrontalière pleinement efficace. Ainsi, il est communément admis au sein de l'Union européenne que les niveaux de surveillance et d'application de la réglementation sont inégaux et inadéquats, et que cet état de fait nuit à une concurrence loyale, à la sécurité des utilisateurs ainsi qu'à la concrétisation de la notion de marché intérieur. En outre, du fait du nombre élevé de produits qui entrent sur le marché partout dans le monde, la tâche des autorités de surveillance des marchés est des plus ardues.
2. La coopération entre les pays et l'harmonisation des stratégies nationales en matière de surveillance des marchés permettraient d'améliorer la situation. La mise en place d'un cadre clair et l'élaboration, sur la base des méthodes optimales appliquées partout dans le monde, de directives pour la surveillance des marchés seraient un atout important pour les instances chargées de la réglementation et constitueraient un progrès notable dans l'établissement d'un marché plus sûr, plus efficace et plus transparent pour le commerce licite.
3. L'importance de ces questions a été soulignée lors du premier Forum international sur la surveillance des marchés tenu en octobre 2002, lors du Forum ultérieur sur la surveillance des marchés et la protection des consommateurs, qui a eu lieu en 2005, et tout dernièrement lors du Séminaire international sur la sécurité des produits et la contrefaçon organisé en 2007.
4. Les débats menés au sein du Groupe consultatif de la surveillance des marchés (Groupe «MARS» – créé par le WP.6) ont également confirmé l'existence de différences majeures dans l'approche de la surveillance des marchés entre les divers pays et les divers secteurs. Il en est également ressorti que la définition de la portée de la surveillance des marchés, voire du terme «surveillance des marchés» lui-même n'est pas une tâche aisée. Par exemple, la surveillance des marchés peut soit tenir compte exclusivement des questions de sécurité, soit, dans le cas des pays de la CEI, prendre également en considération la qualité et d'autres aspects.
5. Le Groupe propose donc de créer une équipe spéciale chargée de mettre au point des modèles et directives génériques concernant les bonnes pratiques à suivre en matière de surveillance des marchés. Plus précisément, l'équipe spéciale devra, en partant de la base, définir des modèles des éléments fondamentaux des procédures de surveillance des marchés. Elle s'inspirera à cet effet des bonnes pratiques d'une large gamme de pays choisis tant en Europe qu'ailleurs.
6. L'équipe spéciale mènera des études sur les pratiques en vigueur dans certains pays, en s'appuyant sur les données recueillies à l'aide d'un questionnaire qui constituera le premier résultat de l'initiative.
7. Les travaux se poursuivront par la mise au point d'un schéma type de l'inspection de la surveillance des marchés. Les résultats des recherches seront affichés sur le site Web du WP.6. Les diverses monographies nationales seront également mises à la disposition des intéressés dans un répertoire sur ce site Web.

II. OBJECTIF

8. L'initiative concernant un modèle de surveillance des marchés a pour objectif d'établir un document d'orientation, fondé sur les bonnes pratiques de réglementation de certains pays, qui décrive les différentes étapes de la surveillance des marchés.

III. PORTÉE DES TRAVAUX

9. La portée des travaux de l'équipe spéciale se limite à la surveillance des marchés des produits non alimentaires¹ pour lesquels il existe une législation technique harmonisée² (par exemple les produits pour lesquels on ne dispose que des prescriptions de la législation nationale ou des entreprises). Au départ, l'accent sera placé sur le domaine harmonisé. Le projet fera abstraction des produits pour lesquels il n'existe pas de législation technique. Les secteurs pour lesquels un modèle sera mis au point en priorité seront ceux des équipements électriques, notamment de l'équipement ménager.

IV. UTILISATEURS CIBLÉS

10. Les utilisateurs ciblés sont les autorités nationales de surveillance des marchés et les décideurs.

V. CALENDRIER DES TRAVAUX

11. Le calendrier des travaux comprend les trois phases ci-après, d'une durée de six mois chacune:

- Première phase: Élaboration du questionnaire et gestion de l'enquête
- Deuxième phase: Rassemblement systématique d'éléments concrets
- Troisième phase: Mise au point des modèles pour les différents secteurs

¹ On entend par «produits» les produits de consommation, les produits techniques ou les produits industriels. Dans ce contexte, l'expression «produit non alimentaire» désigne tout produit qui est le résultat d'un processus de fabrication ou qui a été transformé dans le cadre d'un tel processus.

² En Europe, il s'agit des directives techniques relevant respectivement de la «nouvelle approche» et de l'«ancienne approche».